

## **(48) *Projet de loi modifiant la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE)***

### **TEXTE A L'ISSUE DU 1<sup>ER</sup> DEBAT AU GRAND CONSEIL**

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu le projet de loi présenté par le Conseil d'Etat

vu le préavis,

*décrète*

#### **Article premier**

<sup>1</sup> La loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques est modifiée comme il suit :

### **TITRE III            ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES SOUMISES À                           AUTORISATION**

#### **Chapitre II    Activités relevant de la compétence du canton**

##### **SECTION VIII TRANSPORT DE PERSONNES À TITRE PROFESSIONNEL**

#### **Art. 62e    Autorisations**

<sup>1</sup> Pour obtenir l'autorisation, le requérant doit notamment fournir à l'autorité compétente toute information attestant de son assujettissement à l'assurance vieillesse et survivants (AVS), de son respect aux dispositions du droit du travail, de la conclusion d'une assurance responsabilité civile pour le transport de personnes à titre professionnel ainsi que de l'absence de condamnations à raison d'infractions pénales graves et intentionnelles protégeant l'intégrité physique ou sexuelle, d'infractions à la LFStup, d'infraction à la législation sur la circulation routière. L'autorité compétente vérifie que l'immatriculation du véhicule correspond à son lieu de stationnement (art. 11 LCR).

### **TEXTE A L'ISSUE DU 2<sup>ÈME</sup> DEBAT AU GRAND CONSEIL**

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu le projet de loi présenté par le Conseil d'Etat

vu le préavis,

*décrète*

#### **Article premier**

<sup>1</sup> La loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques est modifiée comme il suit :

### **TITRE III            ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES SOUMISES À                           AUTORISATION**

#### **Chapitre II    Activités relevant de la compétence du canton**

##### **SECTION VIII TRANSPORT DE PERSONNES À TITRE PROFESSIONNEL**

#### **Art. 62e    Autorisations**

<sup>1</sup> Pour obtenir l'autorisation, le requérant doit notamment fournir à l'autorité compétente toute information attestant de son assujettissement à l'assurance vieillesse et survivants (AVS), de son respect aux dispositions du droit du travail, de la conclusion d'une assurance responsabilité civile pour le transport de personnes à titre professionnel ainsi que de l'absence de condamnations à raison d'infractions pénales graves et intentionnelles protégeant l'intégrité physique ou sexuelle, d'infractions à la LFStup, d'infraction à la législation sur la circulation routière. L'autorité compétente vérifie que l'immatriculation du véhicule correspond à son lieu de stationnement (art. 11 LCR).

<sup>1bis</sup> Pour obtenir l'autorisation, le requérant doit fournir à l'autorité compétente les modèles de contrats. Il tient ensuite à disposition de l'autorité compétente les contrats en vigueur. Ceux-ci sont soumis à la forme écrite, au droit suisse et prévoient un for en Suisse.

<sup>1ter</sup> Le requérant fournit à l'autorité compétente la preuve que les taxis et les VTC respectent les limitations d'émissions de CO2 établies dans le règlement d'exécution, au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi. Il tient ensuite à disposition de l'autorité compétente les documents attestant du respect de ces limitations.

<sup>2</sup> Durant toute la durée de la validité de l'autorisation, le département est habilité à vérifier si les conditions d'octroi, notamment l'assujettissement à l'AVS, sont remplies. Il peut consulter les registres officiels correspondants à cet effet.

<sup>3</sup> Les autorisations accordées sont valables sur l'entier du territoire cantonal sous réserve des règles communales prévues conformément à l'article 74a.

<sup>4</sup> Le département reconnaît les autorisations délivrées par un autre canton aux conditions du droit fédéral. Si les exigences fixées par le canton d'origine pour l'octroi de l'autorisation ne sont pas équivalentes avec celles du droit vaudois, le département veille à ce que les conditions manquantes soient remplies avant de délivrer ou renouveler les autorisations.

<sup>4bis</sup> Les véhicules de transport avec chauffeur (VTC) arborent un identifiant.

<sup>5</sup> Le règlement d'exécution fixe les modalités.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 17 janvier 2018.

La présidente :

*N. Gorrite*

Le chancelier :

*V. Grandjean*

<sup>1bis</sup> Pour obtenir l'autorisation, le requérant doit fournir à l'autorité compétente les modèles de contrats. Il tient ensuite à disposition de l'autorité compétente les contrats en vigueur. Ceux-ci sont soumis à la forme écrite, au droit suisse et prévoient un for en Suisse. Le requérant devra suivre une formation portant sur le cadre légal cantonal dont le département fixe les modalités.

~~<sup>1ter</sup> Le requérant fournit à l'autorité compétente la preuve que les taxis et les VTC respectent les limitations d'émissions de CO2 établies dans le règlement d'exécution, au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi. Il tient ensuite à disposition de l'autorité compétente les documents attestant du respect de ces limitations.~~

<sup>2</sup> Durant toute la durée de la validité de l'autorisation, le département est habilité à vérifier si les conditions d'octroi, notamment l'assujettissement à l'AVS, sont remplies. Il peut consulter les registres officiels correspondants à cet effet.

<sup>3</sup> Les autorisations accordées sont valables sur l'entier du territoire cantonal sous réserve des règles communales prévues conformément à l'article 74a.

<sup>4</sup> Le département reconnaît les autorisations délivrées par un autre canton aux conditions du droit fédéral. Si les exigences fixées par le canton d'origine pour l'octroi de l'autorisation ~~ne sont pas équivalentes avec~~ sont inférieures à celles du droit vaudois, le département veille à ce que les conditions manquantes soient remplies avant de délivrer ou renouveler les autorisations.

<sup>4bis</sup> Les véhicules de transport avec chauffeur (VTC) arborent un identifiant.

<sup>5</sup> Le règlement d'exécution fixe les modalités.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 17 janvier 2018.

La présidente :

*N. Gorrite*

Le chancelier :

*V. Grandjean*